



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

MAINTENANCE ET CONTROLE REGLEMENTAIRE DES POINTS DE CAPTATION DES GAZ D'ECHAPPEMENTS

MARCHE N°2024RTPN5092

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de Services

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	5
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	5
5.2	Revue de contrat du marché	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	8
7.1	Contenu des prix	8
7.2	Mois d'établissement des prix	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	8
7.4	Clause de sauvegarde	9
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée	10
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	10
8.1	Par voie de prestations complémentaires :	10
8.2	Par voie de la clause de réexamen :	10
8.3	Prestations similaires	10
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE	11
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	11
ARTICLE 11	ASSURANCE	12
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
12.1	Paiement	12
12.2	Echéance	12
12.3	Modalités de transmission de la facturation	12
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	13
13.1	Mise en Œuvre	13
13.2	Cession	13
13.3	Sous-traitance	14
ARTICLE 14	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)	14
14.1	Accompagnement opérationnel	14
14.2	Etat des lieux et mise en place des dossiers d'installations et de relevés de valeurs de références	14
14.2.1	Objectif	14
14.2.2	Prestation	15
14.3	Maintenance	15
14.3.1	Maintenance Préventive	15
14.3.2	Maintenance Corrective	16

14.4	Enquête de satisfaction	16
14.5	Vérifications et admission.....	16
14.6	Mise en œuvre.....	16
14.6.1	Mise en œuvre et moments clefs	16
14.7	Besoins complémentaires.....	17
ARTICLE 15	DONNEES PERSONNELLES RGPD.....	17
ARTICLE 16	CLAUSE PROBITÉ	17
ARTICLE 17	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	18

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet de la consultation porte sur l'établissement des dossiers d'installations, et la prestation de maintenance et de contrôle réglementaire des points de captation des gaz d'échappement se trouvant sur les plateaux techniques de la [filière Mécanique – Carrosserie – Peinture du CFA CCI LE MANS](#).

Les interventions sont concentrées exclusivement sur deux sites situés au Mans aux adresses suivantes :

- 132 rue Henri Champion
- Boulevard Lefaucheux

Le titulaire s'engage à assurer une maintenance préventive, corrective, et le contrôle réglementaire de toutes les installations, objet du présent marché.

Il s'agit des besoins identifiés à la date du lancement du marché, ce qui ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI. La CCI se réserve le droit d'augmenter ou réduire le nombre de points de captage, un avenant vient régulariser le périmètre.

L'ensemble des opérations de contrôle et de maintenance doit être exécuté conformément aux textes réglementaires et aux normes en vigueur.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu suivant les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique avec un montant maximum de 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations de maintenance préventive seront réglées forfaitairement selon la périodicité convenue et traitées par l'émission de bons de commande.

Les marchés subséquents des prestations de maintenance curative qui n'ont pas été initialement définies seront exécutés au moyen de bons de commande après remise d'un devis. Ils préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : date de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe RGPD
- Le montant total forfaitaire annuel indiqué à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Les Bordereaux de prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI :

Sylvain DUPREY
Chargé de maintenance

1, Bd René LEVASSEUR – CS 91435
72014 LE MANS CEDEX 2
Port. : 06 58 38 90 01

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordinateur (CCI)

Le coordinateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents avec un maximum fixé à 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises) passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande, sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU).

Lorsque la Cci souhaite organiser de prestations non préalablement listées aux BPU et DPGF, le titulaire établit un devis. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais généraux, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art, ainsi que la formation du personnel mis en place dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 », ici « trimestre zéro » « T0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix du marché sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Les prix sont définitifs et révisables.

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins un trimestre.

Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en oeuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

Formule paramétrique de révision de prix :

Les prix seront ajustés sur la base de l'indice

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766587

$$P1 = 0,15 \times (0,85 \times P0 \times (I1 / I0))$$

Dans laquelle :

P1 : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché, établi sur la base des conditions économiques du trimestre de référence

I1 : Valeur de l'indice "Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques, Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766587" au trimestre de révision

I0 : Valeur de l'indice "Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques, Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766587" au trimestre de référence (date d'établissement des prix du marché « T0 »)

Modalités de lecture des indices :

"I0" : Trimestre de référence correspondant à la date d'établissement des prix du marché « T0 ».

"I1" : Trimestre de révision des prix.

7.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

8.1 Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

8.2 Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

8.3 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant

laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Cette pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

Manquement aux obligations contractuelles :

En cas de constatation, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Païement

Les factures seront adressées exclusivement à la Direction Financière de la CCI via Chorus pro (siret CCI 187 200 928 000 13) :

Prestation récurrente de maintenance préventive

Périodicité imposée : une facture unique à chaque intervention pour tous les sites.

Outre les mentions légales, la facture unique reprend le numéro du marché et détaille à minima :

- Par site et par bâtiment
 - Désignation des installations vérifiées
 - La période de prestation,
 - Le prix des prestations

Prestation ponctuelle maintenance curative.

Une facture par bon de commande lié à un bon d'intervention avec le même niveau de détail.

Une facture non détaillée est systématiquement refusée. Le délai de règlement court à compter de la réception d'une facture conforme.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**,
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché** : 2025RTPN5023

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

14.1 Accompagnement opérationnel

Le titulaire garantit une qualité de service irréprochable. Il déploie une équipe identifiée avec un interlocuteur référent unique. Ce référent se charge de la communication entre les différentes équipes internes du titulaire.

Le référent unique coordonne toutes les actions opérationnelles, suit le processus, et conduit les aspects contractuels et opérationnels du marché.

Le titulaire met à disposition un service de relation client et de service après-vente, accessible chaque jour ouvré.

Pour la CCI, le coordinateur est :

Sylvain DUPREY
Chargé de Maintenance
Sylvain.duprey@lemans.cci.fr
06 58 38 90 01

14.2 Etat des lieux et mise en place des dossiers d'installations et de relevés de valeurs de références.

14.2.1 Objectif

Après un état des lieux précis des installations, le titulaire établit pour chacune d'entre elles un dossier comprenant :

- Les relevés de valeurs de référence,
- Les notices d'instructions,
- Les consignes d'utilisations.

Les ateliers, périmètre du marché, étant des locaux à pollution spécifique au sens de l'article R4222-3 du Code du travail, le titulaire doit :

- Visiter les locaux et accompagner le service patrimoine pour la collecte des données d'entrée existantes (dossiers d'installations, ...),
- Etablir un diagnostic de la conformité des installations d'aération vis-à-vis des textes réglementaires et des règles de l'art (INRS, ...),
- Etablir ou mettre à jour les dossiers d'installations avec les éléments collectés (voir annexe en pj), ainsi que les dossiers de valeurs de références pour chaque installation incluant :
 - Identification du ou des polluants représentatifs de la pollution ambiante,
 - Débit d'air extrait par chaque système de captage ainsi que les pressions et les vitesses d'air en différents points, caractéristiques de l'installation, associées à des débits,
 - Débit global d'air extrait,
 - Efficacité de captage minimale des systèmes d'aspiration,
 - Notices d'instructions, et consignes d'utilisations des installations prévue aux articles R 4222-20 et R 4222-21 du code du travail,
 - Recueil des opérations d'entretien et de nettoyage, dates et résultats des contrôles,
 - Aménagements et réglages fait aux installations.

14.2.2 Prestation

La prestation de diagnostic comprend :

- Pour chaque local :
 - Une analyse du mode de ventilation,
 - Un plan d'ensemble indiquant les différentes installations de ventilation et la situation des prises d'air neuves lorsqu'elles existent.
- Pour chaque installation de ventilation :
 - Un examen des dossiers d'installations lorsqu'ils existent.
 - Un examen des systèmes de surveillance mis en oeuvre et moyens de contrôle de ces systèmes.
 - Un mesurage du débit global d'air extrait par installation.
- Pour chaque dispositif de captage localisé de l'installation de ventilation :
 - Descriptif de la nature de l'activité et des postes concernés.
 - Nombre et caractéristiques des dispositifs de captage.

14.3 Maintenance

14.3.1 Maintenance Préventive

Le titulaire doit :

- Vérifier le bon état des différents éléments de l'installation (points de captages, conduits, étanchéités, points d'ancrages, moteurs ventilateurs, filtrations...)

- Mesurer les vitesses et débits d'air à chaque point de dispositif de captage suivant la méthode validée par l'INRS.
- Mesurer le niveau sonore.
- Mesurer le débit global d'air neuf et d'air extrait par installation.
- Effectuer toutes mesures et contrôles précisés dans l'arrêté du 20 décembre 2021, par l'article R.4722-12 du code du travail, les règles de l'art établie par l'INRS et Les recommandations de la CRAMIF.
- Mettre à jour le dossier d'installation et le dossier de valeur de référence, avec rappel des valeurs de références normatives (débit, pression statique, efficacité minimale.). Les valeurs mesurées, mise à jour des schémas des installations contrôlées, les références du matériels remplacés, les notices d'instructions, d'entretiens et les consignes d'utilisations, identification des désordres et des actions correctives à mener, le suivi des contrôles périodiques.

14.3.2 Maintenance Corrective

- Préconisations chiffrées pour lever les non-conformités constatées si le diagnostic ne nécessite pas de démontage. En cas de démontage, préconisations chiffrées pour lever les non-conformités constatées sur la base d'un bon de commande (déplacement, moyen matériel hauteur/engins/nacelle le cas échéant, temps homme recherche de panne) dont les prix sont fixés au Bordereau de prix.
- Le prestataire inclut dans sa prestation le cout des équipements nécessaires au travail en hauteur compris toutes sujétions sécurité et balisage.

14.4 Enquête de satisfaction

Le titulaire doit au titre du présent marché deux enquêtes de satisfaction par an. Le titulaire dresse l'état de son activité sur un questionnaire simplifié qu'il envoie au coordinateur CCI pour évaluation.

Le titulaire entreprend toute action corrective amélioration le service du.

14.5 Vérifications et admission

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent. La CCI prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

14.6 Mise en œuvre

14.6.1 Mise en œuvre et moments clefs

Dès la notification d'attribution, le titulaire organise une rencontre (visio ou physique) avec le coordinateur pour mettre en œuvre le marché.

Temps	Actions
Notification - premier contact	Le référent pilote du titulaire prend contact avec le coordinateur CCI
Réunion de cadrage	Le titulaire organise une réunion de cadrage en distanciel avec le coordinateur CCI
Enquête de satisfaction annuelle	Le titulaire envoie au coordinateur l'enquête et déploie les actions correctives en découlant le cas échéant
Revue annuelle	Le titulaire organise une réunion de fin d'année pour commenter le bilan de l'activité

14.7 Besoins complémentaires

En complément, la CCI prévoit d'étendre le périmètre des prestations pendant la durée du marché à la suite de l'agrandissement du Campus de formation et la construction de trois nouveaux bâtiments à horizon 2026.

ARTICLE 15 DONNEES PERSONNELLES RGPD

Cf annexe RGPD

ARTICLE 16 CLAUSE PROBITÉ

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent ses valeurs et principes d'intégrité. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 17 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire